INSTITUT FRANCAIS D'ARCHITECTURE

COLONNES

Numéro 2: mars 1990

FEUILLE TRIMESTRIELLE DE LIAISON ET D'INFORMATION
DU RESEAU DES ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XX^{e} SIECLE
. Réalisée en collaboration avec la Direction de l'Architecture et de l'Urbanisme et les Archives de France .

ICAM FRANCE

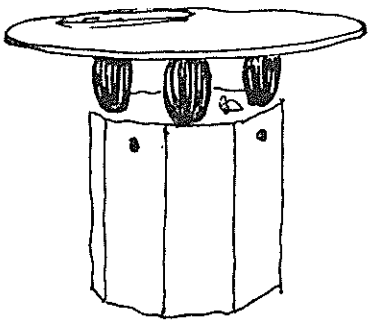
PREMIER TOUR DE TABLE

Reprenant une proposition issue de discussions informelles à Montréal en octobre 1989 pendant le congrès d'ICAM 5, l'Institut Français d'Architecture a récemment réuni dans son centre d'archives de la rue de Tolbiac, une trentaine de personnes repésentant des institutions intéressées par la création d'un groupe français d'ICAM (Confédération Internationale des Musées d'architecture).

ICAM: DE L'AMITIE AU PROFESSIONNALISME

A Montréal, l'ICAM fêtait son dixième anniversaire. La "parternité" de cette confédération revient pour beaucoup à John Harris, historien anglais. Son intense activité en faveur des archives d'architecture au sein du R.I.B.A (Institut Royal des Architectes Britanniques) lui avait permis de constater le vide institutionnel existant dans le domaine des documents d'architecture, comparativement aux autres secteurs muséographiques ou artistiques.

ICAM fut fondée lors du premier congrès d'Helsinki en 1979, par un petit groupe d'une vingtaine d'amis réunis par la même passion et désireux de créer un réseau international pour confronter leurs expériences. La charte de création adoptée le 22 août 1979 attribue à ICAM une mission de promotion de l'architecture sous toute ses formes en veillant notamment à la qualité de l'environnement, à stimuler la critique d'architecture, à favoriser les échanges d'informations.



En octobre 1980, l'ICAM devient membre du Conseil International des Musées (ICOM). De congrès en congrès, à Londres en 1981, Amsterdam en 1984, Varsovie en 1987 et Montréal en 1989, le petit cercle n'a cessé de s'élargir et compte aujourd'hui 114 adhérents répartis dans 25 pays.

ICAM est faiblement représenté en Asie et en Océanie et complètement absente en Amérique du Sud et en Afrique. Paradoxalement, Certains pays européens, tels l'Italie, l'Espagne ou les pays d'Europe Centrale, où les premiers musées d'architecture virent le jour dès la fin du XIXè siècle, bien avant l'Europe occidentale, sont sous-représentés en regard de leur patrimoine architectural et archivistique.

Les statuts même d'ICAM expliquent partiellement ce déséquilibre. Le terme de confédération retenu afin de fédérer des organismes aussi divers que musées, centres d'archives, bibliothèques ou centres de recherches a favorisé les pays anglo-saxons où les fondations et organismes de recherches sont nombreux. Ainsi les Etats Unis comptent-ils plus de trente représentants sur la centaine d'adhérents enregistrée. Mais cette ouverture a permis aussi à la France, comme de nombreux pays démunis de musées d'architecture,de participer aux travaux d'ICAM, et de compter pas moins de 12 représentants.

L'idée de constituer un groupe ICAM France est donc en partie née de ce constat de déséquilibre, de la volonté de coordonner les travaux des douze représentants français et peut-être d'inciter à de nouvelles adhésions. La participation d'une trentaine d'institutions française à cette première réunion apporte un premier élément de réponse encourageant.

De l'avis de tous les participants, le congrès de Montréal qui pour la première fois réunit plus de cent personnes pendant une semaine à imprimé un tournant dans l'histoire d'ICAM.

Les locaux haute sécurité et les installations "High Tech"

du nouveau Centre Canadien d'Architecture (C.C.A) où se sont déroulés les séances de travail, ont marqué le congrès du sceau de la technologie et de l'argent.
Technologie et professionnalisme car la conservation, la restauration et la mise en valeur des archives doivent désormais échapper au "folklore Beaux-Arts" pour acquérir le sérieux de la muséographie.
Argent, car cette entreprise patrimoniale que constitue la création d'un musée d'architecture ou un centre d'archives coûte très cher en équipement et en fonctionnement. Argent toujours, car le dessin d'architecture est devenu une marchandise sur un nouveau marché de l'art dont l'envol se mesure notamment à la psychose sécuritaire observée à Montréal !
Le petit cercle s'est agrandi, et si l'amitié demeure, le professionnalisme est désormais de rigueur et la compétition internationale une évidence qu'on ne peut plus nier. Le débat sur la question épineuse de la l'acquisition des documents qui faillit provoquer une scission de l'ICAM, le prouve amplement (cf. Colonnes n°1, p.1).

PREMIERES PROPOSITIONS

Si elle demeure trop laxiste, la "charte" déontologique pour l'acquisition des documents d'architecture votée à Montréal constitue cependant une première étape vers un texte plus contraignant et marque en tout état de cause une prise de conscience d'une situation anarchique qui ne peut plus durer. Il ressort des premières discussions du futur groupe français d'ICAM, qu'une des raisons de la dispersion des documents à l'étranger tient pour une grande part aux carences de la législation française, au manque d'information des service des Douanes sur les archives d'architecture et au statut même de ces archives qui ne sont pas reconnues comme des oeuvres d'art. Un important travail de sensibilisation, voire de formation doit donc être mené pour alerter tous les partenaires institutionnels sur cette question.
La procèdure de contrôle douanier qui porte sur les oeuvres d'art traditionnelles - peintures, sculptures, tapisseries, etc...- devrait pouvoir être étendue aux archives d'architecture. Un groupe ICAM France pourrait intervenir en ce sens et proposer également des journées d'étude ou de formation pour les services concernés.
Le groupe ICAM France permettrait de mieux diffuser les informations concernant les menaces qui pèsent sur tel ou tel fonds et orienter les documents sur l'institution la plus à même de les recueillir.
A ces missions de formation et d'information s'ajoutent également une mission de coordination notamment en matière de prêt des documents pour des expositions et pour définir des critères d'évaluation des valeurs d'assurance afin que celles-ci ne compromettent pas le montage d'expositions ambitieuses et n'entretiennent pas artificiellement un marché déjà aberrant.
Des garde-fous pourraient être mis en place afin d'éviter que les publications ou les expositions faites avec l'aide de collectionneurs privés ne deviennent pas des instruments de promotion pour des ventes futures. Ils permettraient de rompre le cercle vicieux des recherches qui entrainent une mise en valeur des documents qui enflamment les prix, provoquent la vente et finalement tuent la recherche...

Quelques propositions d'actions concrètes furent également retenues au cours de cette réunion, en particulier l'organisation en France d'un prochain congrès d'ICAM, en 1995, et la production d'un guide des sources d'archives d'architecture en France, outil qui manque actuellement cruellement aux chercheurs, étudiants, conservateurs et commissaires d'expositions.
L'idée de la création d'un bulletin d'information fut également discutée et approuvée mais en attendant que l'association ne voit le jour et se manifeste par une action concrète, le bulletin "Colonnes" servira de relais pour toutes les informations d'ICAM France.
Une prochaine réunion se tiendra le vendredi 11 mai aux Archives d'Architecture du XXè siècle de l'IFA et verra certainement la naissance officielle de l'association ICAM France.

Illustration page 1: Emile Jacques Ruhlmann, étude de table pour l'appartement d'Henri Sauvage, rue Vavin ,c.1924, IFA/AN:141/01/09. Les archives de E.J.Ruhlmann ont été récemment bloquée en douane et rachetée in extrémis par le Musée de l'entre deux-guerre de Boulogne-sur-Seine.

PARIS

ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XXè SIECLE DE L'INSTITUT FRANCAIS D'ARCHITECTURE

COMITE D'ORIENTATION DU 2 OCTOBRE 1989

DEUX DECISIONS DE M.JEAN FAVIER
DIRECTEUR GENERAL DES ARCHIVES DE FRANCES

La deuxième séance du Comité d'Orientation des Archives d'Architecture du XXè siècle de l'IFA présidée par M. Jean Favier, Directeur Général des Archives de France, Membre de l'Institut, et par M. Jean Millier, Président de l'I.F.A, a fortement contribué à conforter les Archives d'Architecture du XXè siècle de l'I.F.A comme centre intermédiaire de traitement des archives d'architecture. Cette réunion, fut pour M. Favier, l'occasion d'annoncer deux mesures renforçant les moyens scientifiques et financiers du centre d'archives de la rue de Tolbiac.
Se félicitant du bilan des six premiers mois d'activité du nouveau centre d'archives, M.Jean Favier a rappelé que les Archives Nationales ne créeront pas un service spécialisé d'archives d'architecture. Appuyant ses propos d'une décision concrète, M. Favier a annoncé le dépôt à l'I.F.A des archives de l'architecte Guillaume Gillet. Conservées depuis quelques années dans le département des Archives Privées, ces archives n'ont pu jusqu'à présent faire l'objet d'un traitement adapté, en raison de leur volume et du caractère spécifique des archives d'architectes. Cette première mesure de dépôt provisoire au centre d'archives de l'I.F.A, en vue d'un inventaire, d'une couverture photographique et d'un traitement documentaire s'appliquera prochainement à d'autres fonds, également déposés aux Archives Privées, à savoir les fonds Perret, Lurçat et Tournon.

Pour mener à bien cette entreprise en matière d'archives d'architecture, les Archives Nationales apportent depuis 1988 une aide financière aux Archives d'Architecture du XXè siècle de l'I.F.A. Lors de la séance du 24 octobre, M.Favier a proposé de porter cette aide à 300.000 F pour

l'année 1990[1]. Soulignant que cette proposition ne constituait pas un engagement formel, mais que tout serait fait pour l'honorer, M.Jean Favier a précisé que cet effort représenterait 20% du budget total des subventions qu'il attribue à ce titre.

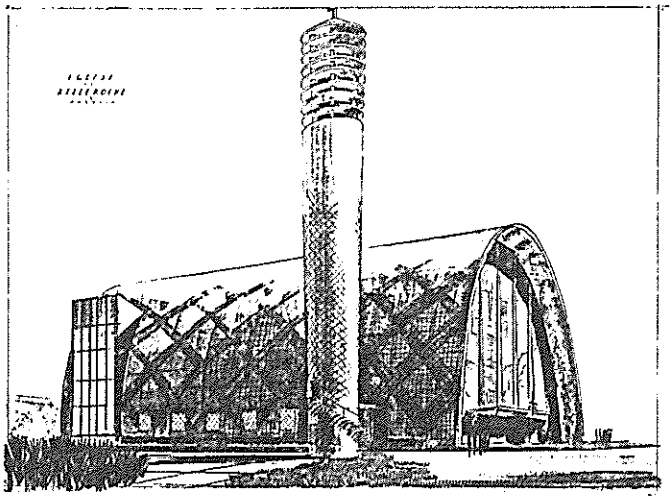
1. La subvention annuelle attribuée par le Ministère de l'Equipement, des Logements, des Transports et de la Mer aux Centre d'Archives au sein du budjet de l'I.F.A est de 2.000.000F pour l'année 1990.

PRINCIPAUX FONDS RECUS DEPUIS OCTOBRE 1989

Aillaud Emile
Barbe Pierre
Chappey Marcel
Gillet Guillaume
Hourlier Jean Baptiste
Leveau Théodore et Claude Nicolas Forestier
Marmey Jacques
Patout Pierre
Pelnard-Considère-Caquot (bureau d'étude)

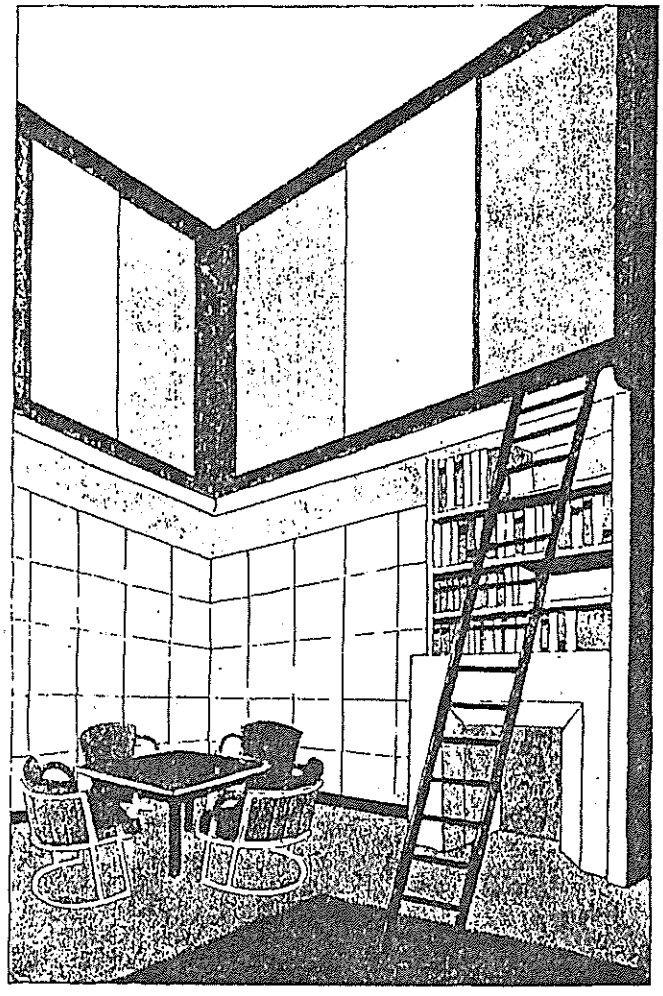
EMILE AILLAUD ET ETIENNE KOHLMANN

A quelques mois d'intervalles, disparaissaient l'architecte Emile Aillaud et son associé des années trente, le décorateur Etienne Kohlmann. Cette triste coïncidence intervint au moment ou le Centre de Création Industrielle s'apprêtait à présenter les dessins d'Emile Aillaud, dans une exposition où figura largement leur oeuvre commun d'avant guerre.
Grâce à la clairvoyance d'un lecteur de la Nouvelle République du Centre Ouest où l'annonce du décès d'E.Kohlmann était publiée et grâce à l'amitié que M.Millier portait à E.Aillaud, les oeuvres de ces deux anciens associés ont pu être réunies dans un même lieu, à quelques semaines d'intervalles.



Emile Aillaud. Eglise de Belleroche en Moselle, 1949.

Le nom d'Emile Aillaud (1902-1988) demeure associé à la construction tant célébrée puis décriée de la cité de la Grande Borne à Grigny près de Paris (1967-1971). Refusant le dogme de l'orthogonalité moderniste et la logique effrayante du "chemin de grue", il postulait pour une vision plus poétique et culturelle de l'architecture.
Plus fidèle à la personnalité de l'architecte, son oeuvre d'avant-guerre demeure inconnue du grand public. En 1933, il concourt pour la décoration d'éventuelles funérailles et fêtes nationales, associé à Etienne Kohlmann et André Ventre qui l'emploie pendant ses études à l'Ecole des Beaux-Arts. Excellant dans ce genre théâtral et monumental, ils reçoivent le second prix (il n'y a pas de premier prix) pour la décoration du Panthéon et le troisième pour celle de Notre Dame.
Etienne Kohlmann (1903-1988), pourtant d'un an son cadet, apporte à E.Aillaud une solide expérience professionnelle acquise depuis sa sortie de l'école Boulle à l'âge de 18 ans. Il dirige depuis 1927 le Studium Louvre, l'atelier de création du célèbre magasin du même nom .
Comme René Prou à Pomone ou Maurice Dufrène à La Maîtrise, E.Kohlmann, au "Studium" du Louvre, imprime sur l'art décoratif français une touche personnelle à la mesure de la place prépondérante qu'occupent alors les grands magasins au Salon des Artistes Décorateurs .



Etienne Kohlmann. Projet d'aménagement de bibliothèque publié dans la revue Art et Décoration en mars 1928.

Entre 1924 et 1939, le nom de Kohlmann est souvent cité parmi ceux des plus grands décorateurs ou ensembliers du moment, Ruhlmann, Djo-Bourgeois, Chareau, Prou, Subes... Les chroniqueurs relèvent ses trouvailles, louent son esprit d'invention, son ingéniosité et sa curiosité, et critiquent parfois ses fantaisies. Il use avec une technique rare de tous les matériaux, poivrier, loupe de frêne, gaiac verni ou palissandre et, peut-être influencé par le Bauhaus, il

s'annonce comme l'un des précurseurs du mobilier tubulaire en métal. "M.Kohlmann est parmi nos décorateurs un des rares qui seront vraiment préparés à utiliser les usines qu'inévitablement on affectera bientôt à la fabrication du meuble métallique, prédit Y.Rambosson dans les colonnes de Comoedia, en 1929.

L'amitié Aillaud-Kohlmann, scellée par un humour commun, un sens de la fantaisie et un désir profond d'innover, les pousse à reconduire leur association lors des Expositions Internationales de Paris 1937 et de New-York 1939. Leurs dessins, mais encore les photographies d'Otto Wols qui couvre leurs pavillons de l'élégance, de la parfumerie et de la fourrure, témoignent de l'originalité déjà post-moderne de ces deux créateurs.

Après la guerre, leur association ne sera pas reconduite. Etienne Kohlmann abandonne la décoration pour l'architecture et achève une carrière discrète près de Paris, associé avec la petite fille d'Emile Aillaud !

Ce dernier, devenu dans les années cinquante architecte conseil des Houillères du Bassin de Lorraine, se trouve brutalement confronté avec l'aridité des programmes de la reconstruction, si différents de ses projets de décors d'avant-guerre où il pouvait laisser libre cours à son lyrisme. Il construit des bâtiments industriels et des cités ouvrières à Merlebach, Carling, Saint-Avold et Creutzwald puis, en quelques années, plusieurs milliers de logements à Bobigny (1958-1960), Pantin (1958-1964), Grigny (1967-1971) et Chanteloup-les-Vignes (1971-1975). Il y impose son style propre fait de courbes polychromes ponctuées de clins d'oeil culturels et poétiques, alternative formelle et parfois jugée superficielle, au poème de l'angle droit corbuséen.

Ses dernières oeuvres le conduisent à la Défense où le fait du Prince ampute de plusieurs étages les dernières tours peintes de nuages du quartier Picasso (1974-1978). Une seconde décision politique le privera de son projet d'immeuble miroir, pourtant un temps retenu, pour la tête Défense.

Architecte inclassable, ses réalisations sont aujourd'hui menacées par des programmes de rénovation nécessaires mais infidèles. L'essentiel se trouve peut-être finalement dans son oeuvre de papier, ces dessins et maquettes où Emile Aillaud aimait laisser libre cours à son art, avant de devoir se conformer aux contraintes de la construction.

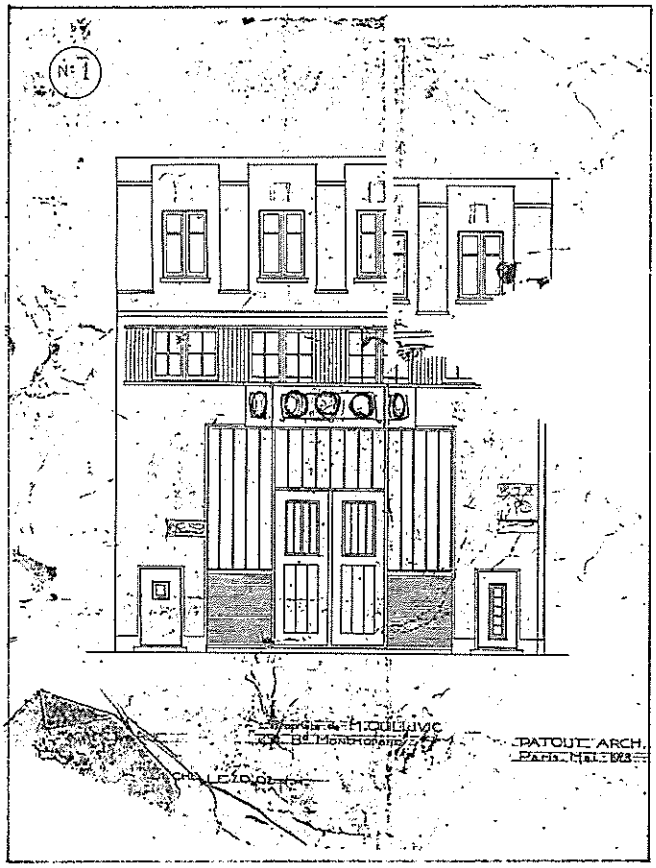
Les archives d'Etienne Kohlmann ont été versées en décembre 1988 et font l'objet d'un travail de recherche dans le cadre d'une maîtrise d'Histoire de l'Art dirigée par M.Pierre Vaisse à l'université de Nanterre.

Les archives d'Emile Aillaud ont été versées en juillet 1989

PATOUT SAUVE DES EAUX

Une étude confiée en 1981 à Fernando Montes, M.Sylvain Pardo et Catherine Clarisse avait pour objet de recenser les sources d'archives connues de l'oeuvre de Pierre Patout (1875-1965). Cette enquête avait permis de localiser l'existence de quelques documents dans des collections privées ou publiques et d'établir une bibliographie fournie, mais concluait malheureusement à l'absence d'archives. Un récent entretien avec Mme Annie Petit-Patout, fille de Pierre Patout permis de confirmer les résultats de cette étude. Lors de la seconde guerre mondiale une bombe avait éclaté dans le séjour des Patout, boulevard Victor, et détruit la cave où se trouvaient les archives de l'architecte.

Mais il y a quelques années, Mme Odile Herbet de la Conservation régionale des monuments historiques, découvrait et parvenait à sauver d'une cave inondée, quelques centaines de documents originaux (environ $1m^3$)



Pierre Patout. Etude pour l'élévation de la façade de l'atelier-résidence de M.Quillivic, à Paris, mai 1923.

provenant de l'agence de Pierre Patout. Aprenant l'existence des Archives d'Architecture du XXè siècle de l'I.F.A, Mme Herbet a décidé de verser ce fonds afin qu'il soit préservé.

Quelques sondages montrent que ces documents - dessins, photographies, écrits - portent sur la période de l'entre deux-guerres - les magasins Nicolas, les Galeries Lafayette, les villas et les hôtels particuliers parisiens, les paquebots, etc... - et révèlent l'intérêt exceptionnel de ces documents à la hauteur de leur rareté, et du renom de Patout.

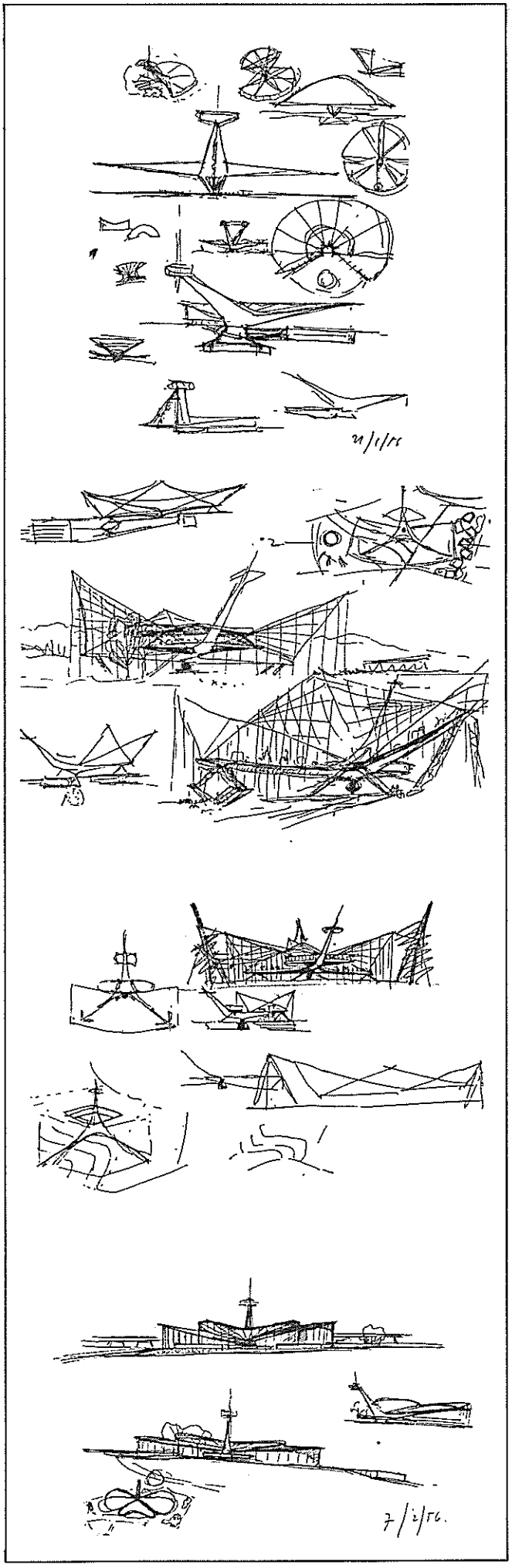
Il semble qu'aucun dessin de présentation d'une certaine qualité graphique n'ait été conservé, mais chaque tirage, chaque calque, chaque photographie, même très détériorée, peut apporter une multitude d'informations neuves sur un architecte qu'on ne connaît qu'à travers les revues.

Hélas, ces documents sauvés des eaux sont dans un état de conservation déplorable et exigent un traitement urgent mais probablement très long, avant qu'on ne puisse commencer à les exploiter.

Une prochaine expertise permettra de définir prochainement un programme de conservation et de restauration.

COLLABORATION ARCHIVES NATIONALES - I.F.A
LE CAS DES ARCHIVES DE GUILLAUME GILLET

Le dépot à l'I.F.A des archives de Guillaume Gillet, conservées depuis quelques années au Département des Archives Privées des Archives Nationales illustre clairement l'étroite collaboration qui s'est instaurée entre les Archives de France et l'I.F.A depuis la convention d'octobre 1986 qui institue les Archives d'Architecture du XXè siècle de l'I.F.A comme centre intermédiaire de traitement des archives d'architecture de ce siècle.
Les archives de G.Gillet (1912-1987) comportent quelques dizaines de rouleaux de plans, plusieurs maquettes en mauvais état, plus de 2000 cartons d'écrits et de tirages pliés, et 50 albums de photographies. Une première liste sommaire des écrits, établie par les Archives Nationales, permet de penser que les archives couvrent la totalité de l'oeuvre de G.Gillet, à l'exception peut-être de ses travaux d'école, G.Gillet ayant été, rappelons le, Grand Prix de Rome en 1946. Y figurent cependant, ses oeuvres majeures: la Cathédrale de Royan (1954-1958), le Pavillon de la France à l'Exposition Universelle de Bruxelles en 1958, le château d'eau de la Guérinière à Caen (1959), la tour du fer à cheval à Roubaix (1960) ou encore le complexe de la Porte Maillot ou l'établissement pénitencier de Fleury-Mérogis. L'ensemble de l'oeuvre de G.Gillet pourra donc être étudié prochainement. Mais au préalable, et c'est là l'objet de ce dépôt aux Archives d'Architecture du XXè siècle, ce fonds sera classé, puis inventorié projet par projet, afin de fournir aux chercheurs un outil de travail précis dans un délais minimum de deux années.



Guillaume Gillet. Planches de croquis d'étude, datés de janvier et février 1956, pour le pavillon de la France à Bruxelles en 1958.

JOURNEE PORTE OUVERTE

Dans le cadre de la "Semaine de l'Architecture" du 26 mars au 31 mars, les Archives d'Architecture du XXè siècle de l'I.F.A organisent une journée porte ouverte le jeudi 29 mars de 9h à 18h: visites commentées, présentation de documents et de la méthodologie d'inventaire.
Archives d'Architecture du XXè siècle de l'I.F.A, 129 rue de Tolbiac, 75013 Paris, Métro Tolbiac, bus 62 et 83. Tel: 45.85.12.00.

UNE PLAQUETTE DE PRESENTATION

Réalisée en collaboration avec la Direction des Archives de France, une plaquette de présentation du nouveau centre d'archives de l'I.F.A vient de paraître. Destinée en priorité aux architectes ou à leur famille, cette brochure de 32 pages a pour but d'expliquer clairement les objectifs du centre d'archives, sa politique en matière de conservation d'un important patrimoine de papier et les moyens mis en oeuvre pour accomplir la mission de centre intermédiaire que lui ont confiée les Archives Nationales en octobre 1986.
Les lecteurs et futurs donateurs y trouveront tous les

renseignements utiles à une éventuelle donation - rappel du cadre juridique, modèle de convention de donation -, des conseils pratiques sur les documents qu'il convient de sauvegarder, ainsi qu'une présentation claire et largement illustrée des locaux et des moyens mis en oeuvre par l'I.F.A pour assurer la prospection, le traitement, la conservation et la mise en valeur des archives des architectes français du XXè siècle.

RENCONTRES

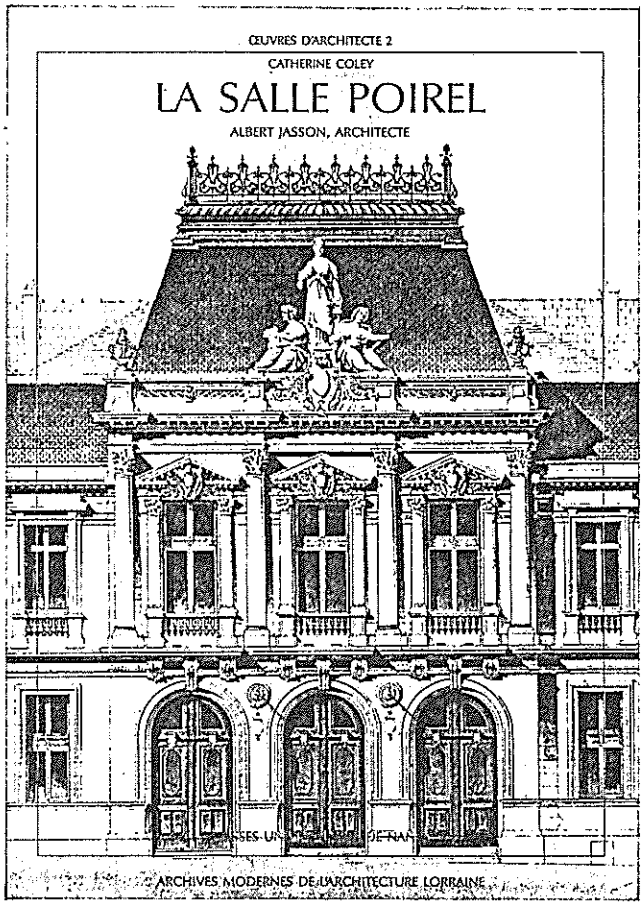
JOURNEES D'ETUDES
DES ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XXè SIECLE

ARCHIVES D'ARCHITECTURE
DES ENTREPRISES PUBLIQUES OU PRIVEES

Le 15 décembre 1989, s'est déroulée aux Archives d'Architecture du XXè siècle de l'I.F.A, une première journée d'étude consacrée aux Archives d'Architecture conservées dans des entreprises publiques ou privées financée par le Plan Lieu Travail et Construction Publique (P.L.T.C.P).
Devant un auditoir d'une centaine de personnes, les différents intervenants ont mis en évidence l'existence de nouvelles sources d'archives pour la connaissance de l'histoire de l'architecture.
De ces multiples expériences, chez Citroën, aux Aéroports de Paris, à Saint-Gobain, chez Menier à Noisiel ou à la Fondation Berliet il ressort des disparités importantes dans le traitement, la conservation et l'intérêt porté à ces archives, souvent qualifiées de mortes et détruites quand elles ne concernent plus des bâtiments existants.
Certaines sont menacées, d'autres comme chez Berliet ou Saint-Gobain sont l'objet de soins attentifs et ont générés la création de services d'archives performants confiés à des historiens ou à des archivistes de profession.
Les archives Nationales soutiennent toutes ces initiatives de prise en charge scientifique des archives "in situ" lorqu'une volonté patrimoniale existe au sein de l'entreprise et offrent, par la création de Centre d'Archives du Travail décentralisés des moyens importants pour sauver les archives d'entreprises disparues, en difficulté ou qui ne disposent pas des infrastructures nécessaires pour le traitement de leur mémoire de papier. La création du premier de ces centres à Roubaix (cf.p.7) dépasse cependant largement la simple question des archives d'architecture.
Les actes de la journée seront publiés en avril 1990 sous la forme d'un numéro spécial de Colonnes illustré et imprimé. L'enregistrement complet de toutes les conférences et des débats qu'elles ont suscitées est consultable aux Archives d'Architecture du XXè siècle de l'I.F.A.

JOURNEES D'ETUDES
PROGRAMME POUR 1990

Poursuivant l'expérience engagée en 1989 avec l'organisation dans ses locaux d'une journée d'étude consacrée aux archives d'architecture des entreprises publiques et privées, les Archives d'Architecture du XXè siècle de l'I.F.A et le Bureau de la Recherche Architecturale, proposeront cette année deux nouvelles journées de réflexion et d'échanges.
La première fixée pour le mois de juin portera sur la conservation et le traitement des archives d'architecture, la seconde en novembre 1990 traitera des Archives Orales de l'architecture.



REGIONS

NANCY

ASSOCIATION AMAL

OEUVRES D'ARCHITECTE TOME II : LA SALLE POIREL

Depuis sa création en 1987 sous l'impulsion de l'Ecole d'Architecture de Nancy et de l'Inventaire Général des Monuments Artistiques de la France, avec l'appui des Archives Départementales et de la Ville de Nancy, l'Association Archives Modernes d'Architecture de Lorraine (A.M.A.L) fait montre d'un dynamisme exceptionnel.
Sa première manifestation a été consacrée à l'oeuvre de l'architecte Joseph Hornecker (1873-1942), dont la plus grande partie du fonds d'archives a été déposée par l'association A.M.A.L aux Archives Municipales de Nancy en novembre 1986. L'album accompagnant l'exposition

présentée en avril 1989, rédigé par par Vincent Bradel, avait inauguré la collection "Oeuvres d'Architectes" dans laquelle s'inscrit le second volume consacré à la Salle Poirel de l'architecte Albert Jasson (1849-1923).
L'opération menée autour de la Salle Poirel a permis de photographier et d'enregistrer par les Services de l'Inventaire Général de Lorraine le fonds de dessins conservé aux Archives Municipales de Nancy. La documentation rassemblée à l'occasion de cette recherche est déposée et consultable au Centre de Documentation du Patrimoine, hôtel Ferraris, 24 rue du Haut-Bourgeois à Nancy. Cette volonté de centraliser et d"ouvrir à la consultation la documentation, constitue l'une des originalités de l'association A.M.A.L.
Cet album, signé Catherine Colley, accompagne une exposition de photographies et de dessins originaux présentée en décembre 1989 à la Société Nancéienne Varin-Bernier, Place Maginot à Nancy.

PROUVE
L'association participe actuellement à la préparation de la grande rétrospective Jean Prouvé qui aura lieu en hiver 1990 au Centre Georges Pompidou. Simultanément, A.M.A.L présentera une exposition au Musée du Fer de Jarville: "Les ateliers Jean Prouvé en Lorraine 1931-1954", dont le catalogue constituera le troisième album de cette collection "Oeuvres d'architectes".

La Salle Poirel. Albert Jasson, Architecte, par Catherine Colley. Collection Oeuvres d'Architectes n°2. Presses universitaires de Nancy, A.M.A.L, Nancy, 1989, 150 F.

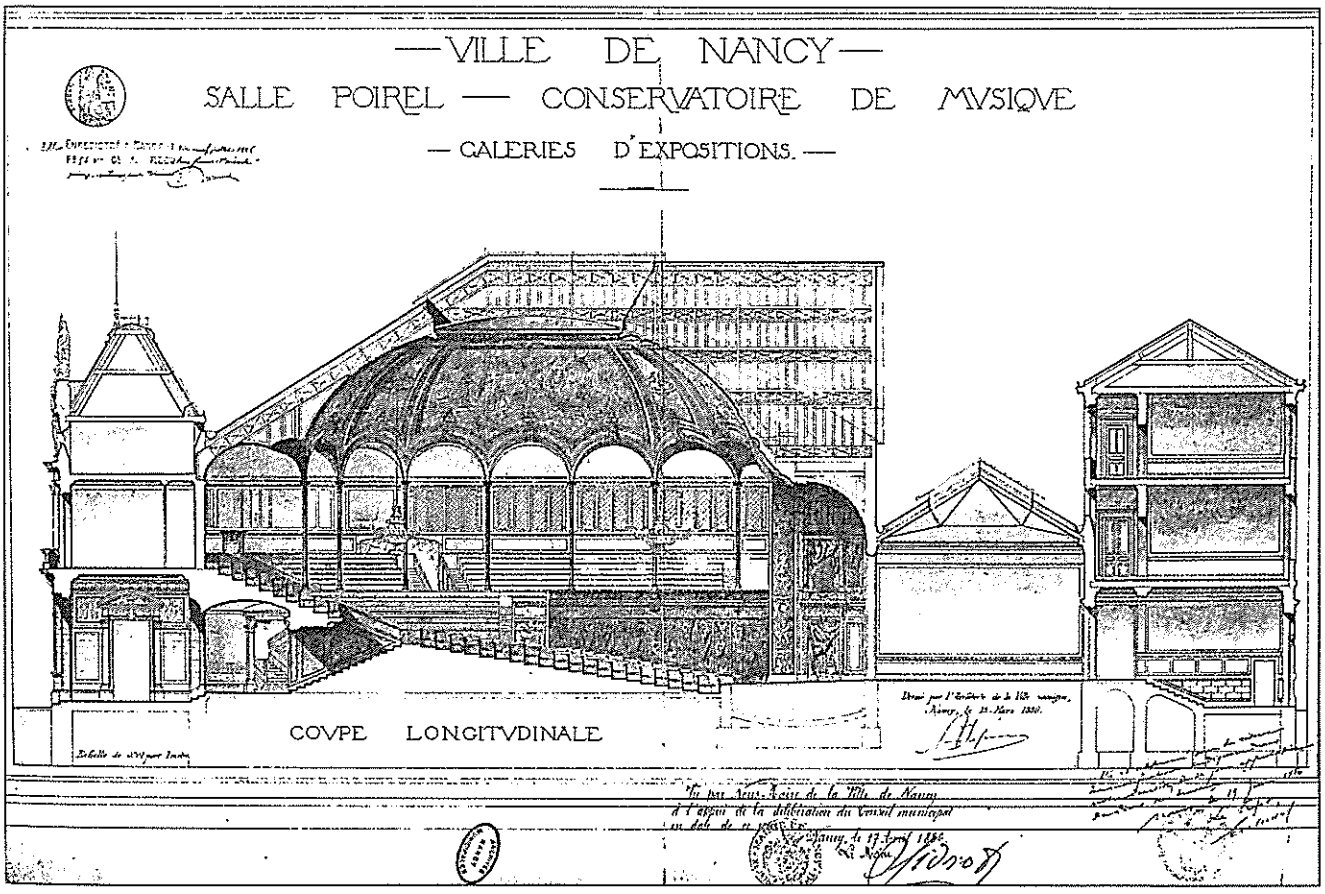
Ci-dessous: projet préliminaire pour la salle Poirel. Coupe longitudinale datée du 15 mars 1886. Archives Municipales de Nancy

ROUBAIX

LES ARCHIVES DU MONDE DU TRAVAIL

Premier des cinq centres d'Archives du Monde du travail qui vont êtres créés en France, le Centre de Roubaix va ouvrir ses portes en 1990-1991.
Ce centre est né d'une idée neuve, élaborée et mise en oeuvre à partir de 1983: rassembler et conserver l'ensemble des documents, qu'ils soient de nature publique ou privée, nés des activités économiques et sociales d'une région. Sont concernées les archives des entreprises industrielles, commerciales, des banques et des assurances, les archives des organismes professionnels, des syndicats patronaux et ouvriers et des associations créées dans le cadre de la vie professionnelle.
Le 21 septembre 1983, le Conseil des Ministres a décidé la création de cinq centres inter-régionaux pour les archives du Monde du travail et choisit la région Nord-Pas-de-Calais comme première implantation.
Le projet de centre inscrit dès 1984 au contrat de plan Etat/région Nord-Pas-de-Calais, la filature Motte-Bossut a été choisie pour l'abriter. Très bel exemple de ces usines contruites dans la deuxième moitié du XIXè siècle que l'on a appelées les "Châteaux de l'industrie", l'ancienne filature Motte-Bossut résume à elle seule le passé social et industriel de la région. Le concours d'architecte lancé en 1985 pour la réhabilitation et l'aménagement de l'ancienne filature a vu la désignation du cabinet AREA-Sarfati comme maître d'oeuvre.

LA FONCTION ARCHIVE AU SERVICE DES ACTEURS DU MONDE DU TRAVAIL
Le centre des archives du Monde du travail s'adresse en premier lieu:



- aux entreprises nationalisées dont l'Etat assume la responsabilité;
- aux entreprises privées, qu'elles soient ou non en activité;
- à tous les organismes économiques et sociaux autour desquels s'organisent les relations du travail: groupements professionnels, syndicats patronaux et ouvriers, associations;
- aux particuliers intéréssés par l'histoire.

VERSER
Sur six niveaux, le centre des Archives du Monde du travail offre aux organismes socio-professionnels:
- une capacité de stockage de 40km linéaires, extensible à 50 km linéaires;
- des ateliers de restauration pour les documents endommagés;
- des conditions optimales de conservation dans les locaux climatisés, pour tous les documents et quels que soient leurs supports.

CLASSER
Le Centre met à disposition la compétence de professionnels des archives pour:
- éliminer de façon sélective et pertinente les documents inutiles;
- trier et inventorier les documents en utilisant les techniques modernes d'informatisation;
- offrir un large accès aux archives tout en respectant les clauses de confidentialité.

VALORISER
La valorisation est d'abord d'ordre technique: le centre diffusera les méthodes les plus modernes d'archivage. Sur ce point, Roubaix sera un laboratoire d'avant garde et un lieu de formation privilégié.
Le centre prendra l'initiative de réflexions neuves sur l'histoire des entreprises, sur la notion de culture scientifique et technique, sur le thème du patrimoine industriel.
Une bibliothèque spécialisée sera à la disposition des usagers, des colloques et des séminaires seront organisés pour des chercheurs de haut niveau.
A côté d'une salle de lecture de 50 places et des locaux modernes d'archives, plus de 3000m^2 seront consacrés à des salles de conférences et de réunions, à des espaces d'exposition et d'animation, aux halls d'accueil et à une vaste cafétéria.

FONDS D'ARCHITECTURE
Sur proposition de Jean Pierre Babelon, Inspecteur Général des Archives de France en 1989, les archives de l'ingénieur François Hennebique déposées aux Archives d'Architecture du XXè siècle de l'I.F.A, seront versées à Roubaix après leur traitement et leur mise en valeur sous forme de catalogues, ouvrages, expositions.

Informations extraites de la plaquette de présentation du Centre de Roubaix

OUVERTURE: 1990-1991
ADRESSE: Carrefour de l'Europe, 59100 Roubaix
CONSERVATEUR: Yvette Lebrigand
CONTACTS: Archives du Monde du Travail, Yvette Lebrigand, Conservateur, 1 rue du Lombard, 59000 Lille
TELEPHONE: 20.06.87.58

SAINT-ETIENNE

ARCHIVES D'ARCHITECTURE ET D'URBANISME DE SAINT-ETIENNE ET DU DEPARTEMENT DE LA LOIRE

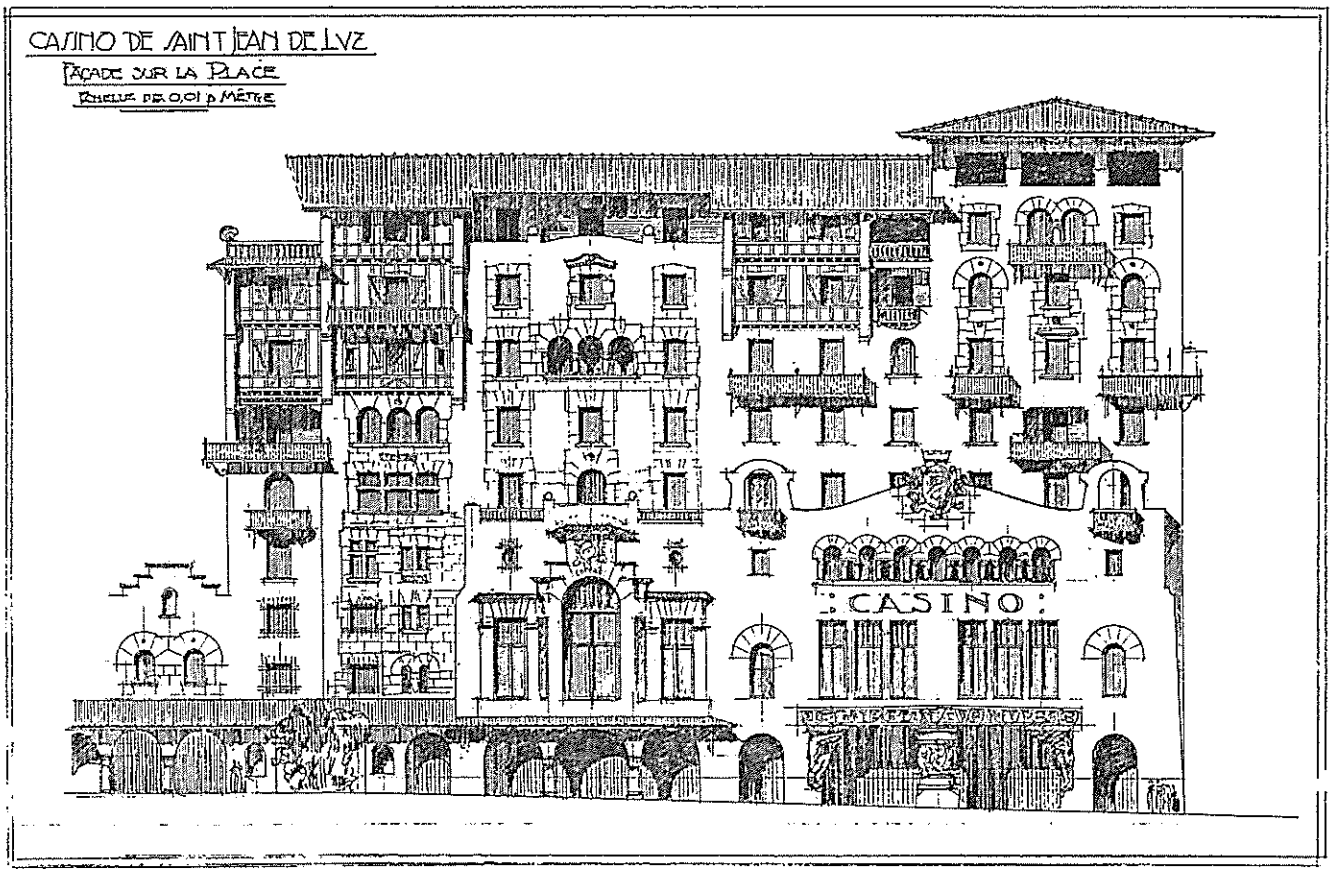
L'association dont l'idée originelle était la rencontre des partenaires intéressés par les archives d'architecture - architectes urbanistes chercheurs - a favorisé une concertation d'un autre type à travers le montage d'une exposition de grande envergure sur l'histoire de l'urbanisme à Saint-Etienne, intitulée "Deux siècles de cartes et plans".
La collaboration des détenteurs de collections publiques et privées de cartes et plans a permis, sous la direction d'enseignants de l'école d'architecture de Saint-Etienne de présenter au public un vaste ensemble de documents cartographiques, accompagnés de vues anciennes et textes explicatifs.
L'exposition, présentée du 15 décembre 1989 au 20 février 1990 a fait l'objet d'un catalogue reproduisant la majorité des plans.

Michel Ollion

BIARRITZ

"LA COTE BASQUE DE LA BELLE EPOQUE AUX ANNEES TRENTE"
EXPOSITION DE PREFIGURATION DES ARCHIVES D'ARCHITECTURE DE BIARRITZ ET DE LA COTE BASQUE

Depuis quelques années, Maurice Culot, Responsable du département Archives et Histoire de l'I.F.A, assisté de Geneviève Mesuret et en collaboration étroite avec Jean Pierre Babelon, Inspecteur Général des Archives de France, mène une action de sensibilisation en faveur de la création d'un centre régional d'archives d'architecture à Biarritz.
Cette action s'inscrit dans la politique de conseil, d'animation et de décentralisation confiée par les Archives de France à l'I.F.A lors de la création du centre intermédiaire des archives d'architecture du XXè siècle à Paris.
L'inauguration au Casino Bellevue de Biarritz d'une exposition sur l'architecture de la côte basque de la Belle Epoque aux années trente illustre la qualité et la diversité du patrimoine architectural de papier conservé dans cette région et se présente comme une préfiguration d'un futur centre régional.
Un important travail de prospection, de communication voire de pédagogie doit être entrepris pour aboutir au versement de fonds complets qui confirmeront la richesse de la création architecturale régionale, la multiplicité et la



William Marcel. Elévation sur la place du Casino de Saint-Jean de Luz. 1925.

diversité des expériences, pittoresques, classiques, modernes ou inclassables... déjà révélées par l'exposition de préfiguration. Les plus grands noms, tels ceux de Sauvage, Siclis ou Süe y figurent aux côtés d'architectes moins connus mais tout aussi passionnants comme Soupre, Marcel, Pavlovsky, Godebarge, Cazalis, pour n'en citer que quelques uns.

Les discussions engagées par l'I.F.A et les Archives de France avec la Mairie pourraient aboutir prochainement à la mise à la disposition d'un local de 400m^2 au service d'un Centre régional d'archives d'architecture de Biarritz et de la côte basque.

Informations Maurice Culot et Geneviève Mesuret.

La Cote basque de la Belle Epoque aux années trente. Photographies et documents d'architecture. Casino Bellevue à Biarritz, tous les jours du 7 au 22 avril 1990, 10h-12h30 et 15h-19h30. Exposition organisée par l'I.F.A. Catalogue aux Editions Pierre Mardaga.

Inauguration le 7 avril en présence de M. Bernard Marie, Député honoraire, Maire de Biarritz, et de M. Jean Millier, Président de l'I.F.A

ASSOCIATIONS

A.D.H.U

Une nouvelle réunion des membres de l'A.D.H.U, Association pour le Développement de l'Histoire de l'Urbanisme, créée en 1987, (cf.Colonnes n°1, p.6) s'est tenue le 19 décembre 1989.

Le bilan de l'année écoulée souligne le démarrage effectif des activités de l'association sur deux points: recherches et archives.

RENCONTRES DE RECHERCHE

En avril 1989, l'A.D.H.U a organisé, conjointement avec la S.F.U, un colloque de deux jours sur le thème des *Cultures professionnelles de l'Urbanisme.* Les actes de ces deux journées feront l'objet d'une publication dans le courant du premier trimestre 1990 grâce au soutien de la Délégation à la recherche et à l'innovation et du Plan urbain.

ARCHIVES

Rappellons que l'A.D.H.U n'a pas pour mission de prospecter mais d'alerter, d'informer sur l'état des archives de l'urbanisme. La mission d'expertise collective sur la question des archives en urbanisme confiée à l'association par le Ministère de l'Equipement est à mi course. La conduite de ce long travail a exigé la mise au point d'une fiche analytique, par thème ou par ville, permettant de recueillir des informations sur la localisation de sources d'archives privées et publiques.

Suivra un travail de synthèse, englobant également un diagnostic de la situation de quelques pays voisins en matière d'archives d'urbanisme. L'analyse devrait permettre de formuler des propositions concrètes au Ministère, les premiers résultats obtenus révélant une situation globalement mauvaise, voire critique par rapport à l'étranger. Il a été proposé que la synthèse s'attache en particulier *à analyser dans quelles conditions et à partir de quels stades (tous deux variables selon les circuits de travail et les modes d'utilisation des documents) un dossier devient une "archive d'urbanisme"; et également dans quelle mesure les comparaisons avec les situations observables à*

l'étranger sont susceptibles d'enseignements (extrait de la Note d'Information n°3 de l'A.D.H.U).

L'A.D.H.U diffuse régulièrement une note d'information et conserve en projet la rédaction d'un bulletin.

Inscriptions et cotisations (100F) à adresser à Viviane Claude, 25 rue Jules Guesde 75014 Paris.

LES AMIS DE NICOLAS ESQUILLAN

Un Génie digne d'être célébré par Valéry

Quel plus bel hommage que celui-ci rendu par le bouillant Fernand Pouillon dans *Mémoires d'un architecte*, à cet homme modeste, pratiquement inconnu, ce *génie des structures* qui se cache derrière les voûtes des hangars de Marignagne ou celle du C.N.I.T.

Né en 1902 à Fontainebleau, ingénieur des Arts et métiers, Nicolas Esquillan entre à vingt cinq ans dans l'entreprise de Simon Boussiron dont il devient le directeur technique en 1941. Il a conçu ou orienté la conception, dirigé les études d'un grand nombre d'ouvrages dont huit ont détenu des records mondiaux parmi lesquels: le pont de la Roche Guyon (1935), 161 m de portée, les hangars de Marignagne (1951), 101 m de portée en voûtes minces, le pont de la Voulte (1955) et le C.N.I.T (1958, R.Camelot, B.Zehrfüss, Jean de Mailly architectes).

Afin d'honorer la mémoire et faire connaître l'oeuvre de Nicolas Esquillan, une première réunion de travail organisée par M. Jean Millier, Président de l'I.F.A s'est tenue le 25 janvier 1990 et a réuni d'anciens collaborateurs ou proches de l'ingénieur.

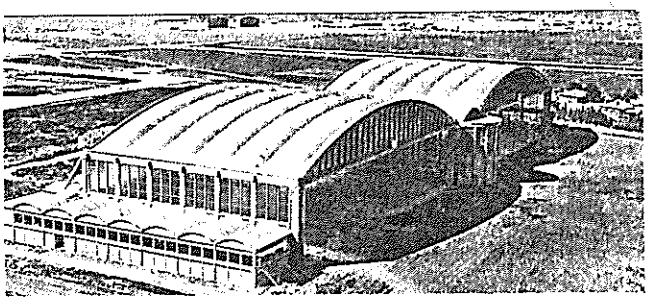
Le principe de la création d'une association des "Amis de Nicolas Esquillan" a été adoptée, et la présidence confiée à M.Millier.

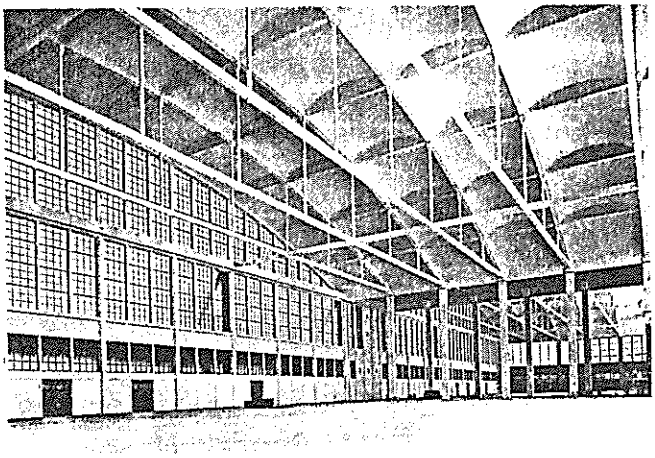
Parmi les membres fondateurs de l'association figurent notamment M. Daniel Badani, Henri Houdin, René Perzo, Jean Roret, François Pinson, la Société Bouygues, le Centre d'Information des Industries Cimentières, L'Association des anciens de Boussiron et celle des anciens des Arts et Métiers.

Un premier échange de vues a permis de dégager un certain nombre de propositions visant à faire connaître son oeuvre - livre, exposition, montage d'un film, conférences, colloque - ou simplement à honorer la mémoire de l'ingénieur - plaque à apposer au C.N.I.T, médaille, timbre poste, institution d'un prix Nicolas Esquillan.

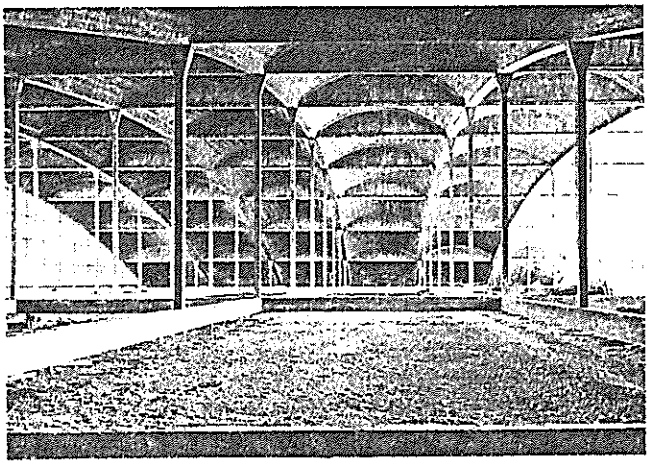
Un comité de programme composé des MM. Darbois, Epron, Goulet, Houdin, Marrey et Perzo a été constitué.

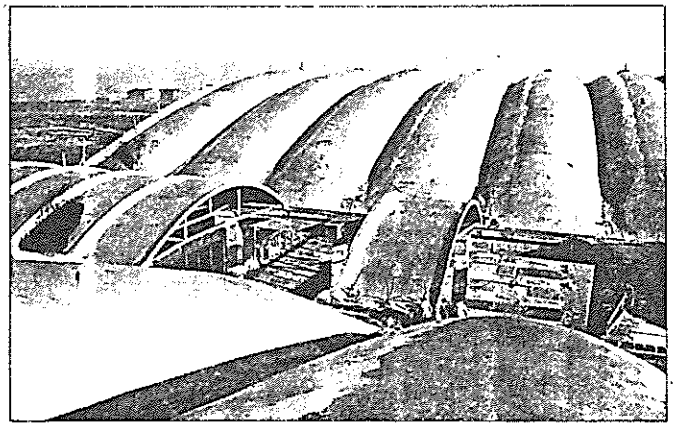
Pour adhérer à "L'association des Amis de Nicolas Esquillan", s'adresser à l'I.F.A, 6 rue de Tournon, 75006 Paris, tel: 46.33.90.36. Cotisation:- membre bienfaiteur: personnes physiques à partir de 500F; personnes morales à partir de 10.000F.- membre actif: personnes physiques à partir de 200F; personnes morales à partir de 4000F.





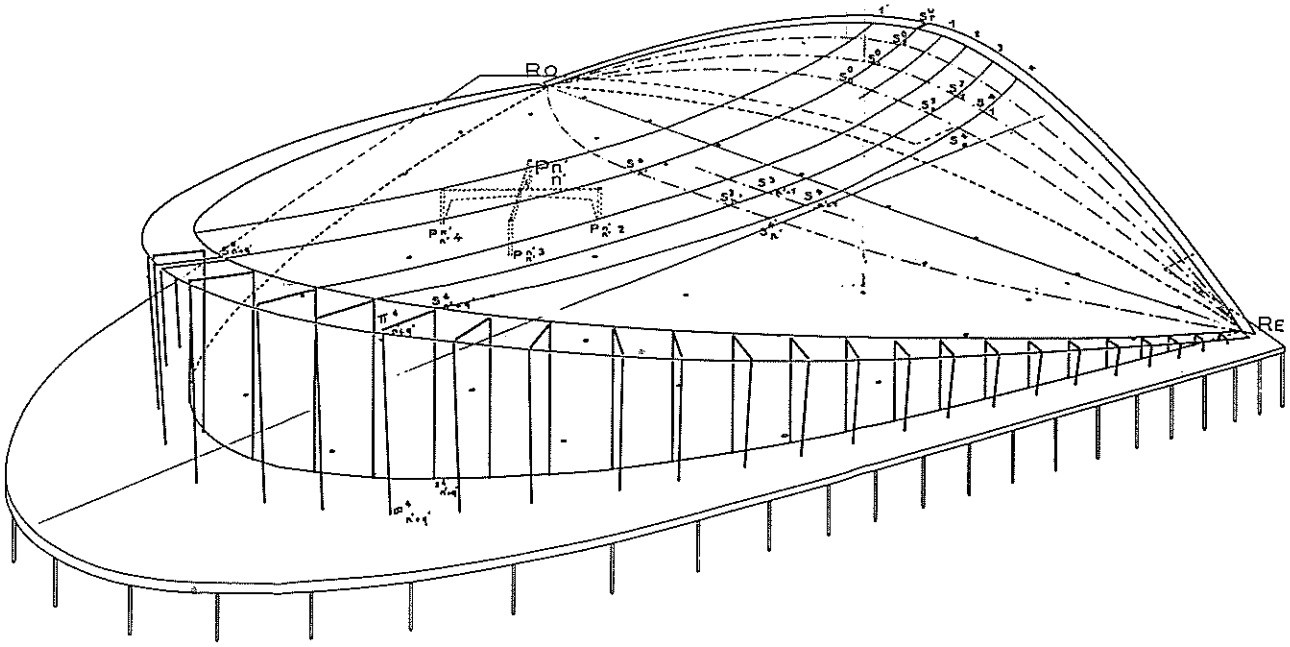
Photos Delvert.





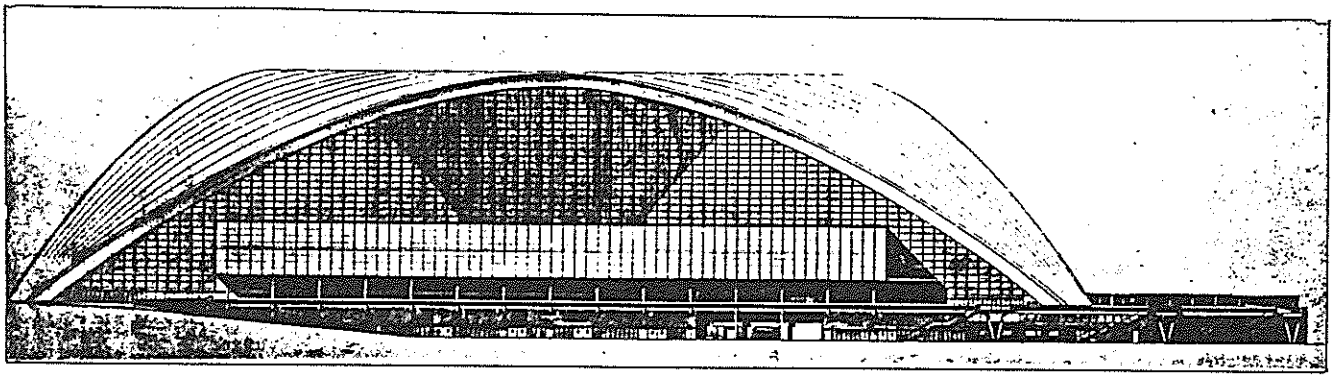
Auguste Perret et Nicolas Esquillan. Hangars à Marignane, 1951.

Informations Bernard Marrey.



Le C.N.I.T à la Défense. Ci-dessus premier projet datant du 22 mai 1951, signé B.H.Zehrfüss, J.de Mailly et R.Camelot, auquel Esquillan ne participait pas encore. Les solutions métallique et béton étaient encore en balance.

Ci-dessous projet définitif dont le principe de structure est défini par Nicolas Esquillan.



VIENT DE PARAITRE

RELEVE DES TRAVAUX INEDITS RELATIFS AU VAL DE MARNE

Les archives départementales du Val de Marne viennent de publier un guide des travaux inédits relatifs aux Val de Marne. Découpé en autant de chapitres que le département compte de communes, le guide recense plus de 300 travaux - mémoires de maîtrise, de 3è cycle, rapports ou actes de colloques - ayant pour point commun de traiter d'un thème intéressant directement le Val de Marne.

Les sujets touchent à toute la palette des sciences humaines, techniques ou sociales et l'historien en architecture y relèvera plusieurs travaux dont la localisation se serait probablement avérer difficile, voire impossible, en l'absence de cet outil documentaire. Citons pour illustrer ces propos une thèse de P.Vignier sur les lotissements en Seine et Marne au XXè siècle, de Marc Vire une étude sur l'église de St-Denys d'Arcueil, de Gilbert Soria, un D.E.S.S sur l'Urbanisation de Créteil et de ses environs, ou encore un doctorat de droit soutenu par Bassompierre-Sewrin en 1900 sur la préparation et l'exécution des travaux d'architecture de la ville de Paris...

QUATRE ANS DE PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES EN ILE DE FRANCE

Depuis sa création en mars 1985, la C.O.R.E.P.H.A.E Ile de France (Commission régionale du patrimoine historique archéologique et ethnologique) s'est réunie 21 fois, a examiné 286 dossiers et proposé 226 inscriptions, dont 60 avec voeu de classement, transmis en commission supérieure. Cent trois protections nouvelles à Paris, cent vingt trois dans sa périphérie ont été enregistrées en quatre années d'activité retracées en détail dans un numéro spécial des Cahiers de la Rotonde.

Le travail de la C.O.R.E.P.H.A.E sur le patrimoine du XXè siècle a permis de protéger des bâtiments que l'on croyait

pourtant inscrits depuis longtemps, comme le Musée des Arts Africains et Océaniens de Laprade, le Pavillon du Brésil de Le Corbusier ou les immeubles à gradins d'Henri Sauvage.

Dans un article intitulé "Regards timides sur l'art du XXè siècle", François Loyer regrette cependant le manque d'audace de la commission, et déplore que les oeuvres des années cinquante ne soient pas représentées, citant à titre d'exemple le C.N.I.T ou les grands ensembles d'Emile Aillaud.

La protection de ces oeuvres récentes se fera au prix d'un long travail de sensibilisation, de formation du public et d'information des pouvoirs publics. Le travail de prospection et de mise en valeur des archives, entrepris souvent sur des architectes méconnus, doit permettre, comme en 1986 pour la protection d'une villa de Louis Süe à Saint-Cloud, d'aider la C.O.R.E.P.H.A.E dans ses choix, et vaincre la timidité décelée par François Loyer.

"Quatre ans de Protection des Monuments Historiques". Cahiers de la Rotonde n°12, Paris, 1989.

TRIBUNE

"LES ARCHIVES ARCHITECTONOGRAPHES"

Les dessins, les pièces écrites et peut-être la correspondance échangée entre les architectes, les ingénieurs, les entreprises et les maîtres d'ouvrages vont être recueillies, catalogués, publiés. Par ailleurs, on peut espérer qu'une bibliographie exhaustive des archives, recueils, essais, traités et ouvrages divers d'architecture sera un jour constituée et facilement accessible, ne serait ce que pour utiliser les merveilleuses machines informatiques à plein rendement. Tous les matériaux pour une histoire monumentale ou, avec d'autres mots, pour une histoire de la production architecturale, vont alors être réunis. Mais l'histoire de l'architecture ? C'est-à-dire l'histoire de ce système qui, à propos de la construction des bâtiments, produit des valeurs esthétiques, un système de valeurs qui met en jeu un appareil complexe à la fois pédagogique, théorique, critique et professionnel, un appareil composé de diverses institutions: établissements d'enseignement, maisons d'édition, revues, sociétés professionnelles, services étatiques. Parmi ces institutions, nombreuses sont celles qui sont astreintes au dépôt de leurs archives. Les sociétés d'architectes, au moins les deux principales, ont prit conscience de l'importance de leur histoire. Mais que sont devenues les autres et leurs archives: la Société des Architectes Modernes ou l'Association des Architectes Anciens Combattants, par exemple ? Il faut cependant regretter que les archives concernant la production et la diffusion des sources imprimées ne soient pas les mieux conservées. L'insuccès de quelques missives chargées d'espoir vous apprend vite que ceux qui fabriquent de la mémoire se préoccupent peu de conserver la leur. Il faut que les éditeurs, les journalistes, les descendants des architectonographes fouillent leurs armoires et explorent leurs fonds de tiroirs.

Alors, on saura peut-être quel homme était G.M. Jacques qui, au tournant du siècle, écrivit pour *l'Art décoratif* deux articles fondamentaux sur la question de l'ornement, Honoré F. qui se chargeait de l'architecture à *l'Illustration* ou Marcel Mayer, l'un des porte-parole de Perret, moins chanceux que Marie Dormoy, mais dont la vie amoureuse et littéraire fut peut-être moins mouvementée. Les pseudonymes deviendront transparents: évidemment, de temps en temps, la recherche patiente est récompensée et on découvre une notice nécrologique qui vous apprend, au moment où vous en avez besoin, que Stapathi est l'un des pseudonymes dont usait Edmond Delaire. Mais qui dira qui était Dinocratès, qui, ce n'est pas commun, en 1944, jetait Guadet et Viollet-le-Duc dans un même sac à enfermer les destructeurs de la grande tradition beaux-arts ? Et Demathieu d'Aurérias, la plume la plus acide d'*Art national*, la revue de l'A.A.A.C., est-ce Albert Drouet (1880-1953), dont la notice biographique dans le *Dictionnaire national des contemporains* (1939) annonce : "il écrit d'une façon satirique, sous un pseudonyme qu'il ne dévoile pas". Tout cela ne sera pas facile, car, par exemple, les éditions Denoël ne peuvent plus vous dire le nom de l'architecte qui, en 1939, signa Henri Montbard la triste histoire d'un bâtisseur de l'entre-deux-guerres: *Un loup pour l'homme*, un roman qu'elles publièrent. Cela est surprenant: n'existe-t-il pas entre éditeurs et auteurs au moins des rapports économiques qui rendent obligatoire un archivage minimal. Il faut aussi compter avec les accidents tragiques: les archives des Editions Massin ont été détruites par le feu.

Il est donc urgent d'inviter les sociétés d'architectes, les éditeurs et les descendants des architectonographes de toutes plumes à rechercher et déposer leurs papier: demande d'inscriptions, compte-rendu de congrès, courriers, manuscrits des articles, manuscrits de textes parfois inédits, etc.. L'existence de ces archives écrites est d'une nécessité impérieuse pour la compréhension des textes imprimés, pour le développement d'une histoire des idées architectoniques. Or, ces connaissances sont nécessaires aux chercheurs dont les travaux reposent sur le commentaire des oeuvres et l'analyse des archives dessinées et qui désirent que leurs interprétations échappent à leurs propres problématiques d'architectes voire à leurs propres engagements architectoniques.

Jean-Claude Vigato

Numéro 2, mars 1990, réalisé par les Archives d'Architectures du XXè siècle de l'Institut Français d'Architecture.

Pour tout renseignement et envois d'informations ou propositions d'articles, contacter Gilles Ragot, Archives d'Architecture du XXè siècle, 129 rue de Tolbiac, Paris 75013 (tel:45.85.12.00)

Réalisation: Gilles Ragot

Ont participés à ce numéro: Dominique Gil, Michel Ollion, Jean Claude Vigato.